

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 11/12/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO

21 Av. du Pont Rouge
17430 Tonnay-Charente

Références : 0007201208/2025/607

Code AIOT : 0007201208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement TIMAC AGRO implanté 21 Av. du Pont Rouge 17430 Tonnay-Charente. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO
- 21 Av. du Pont Rouge 17430 Tonnay-Charente
- Code AIOT : 0007201208
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Timac Agro est une filiale du groupe Roullier, qui a acquis le site de Tonnay-Charente en 1979. Le site de Tonnay-Charente est spécialisé dans la production d'engrais azotés et phosphorés.

La société TIMAC AGRO exerce actuellement ses activités sous couvert de l'arrêté préfectoral n°08-4666 du 02/12/2008 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente. Les prescriptions techniques initiales ont été modifiées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 08/03/2019, du 19/09/2024, du 02/04/2025 et du 17/04/2025.

Les installations industrielles de production du site de Tonnay-Charente sont à l'arrêt depuis le 02/03/2023. Leur démantèlement est en cours. Le 03/05/2024 et le 22/11/2024, l'exploitant a notifié au préfet la cessation, à compter du 30/06/2024, des activités relevant des rubriques 3430, 1532-3, 2910-A-2, 4440-2 et 4510 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant fait évoluer son outil industriel par la création d'un nouvel atelier d'assemblage, d'ensachage et de plateforme logistique.

Il a transmis le 29/07/2024 un rapport à connaissance relatif à la modification des installations de fabrication d'engrais, complété le 10/02/2025. Le site dispose d'une prise d'acte en date 02/07/2025 relative à la modification en cours des activités de production.

Des expéditions de produits en stock sont maintenues.

La mise en service de la ligne est réalisée. Le nouvel atelier, dénommé NUTRITECH, est en phase de tests pour la production d'une nouvelle gamme. Il est ponctuellement utilisé pour réaliser des assemblages à la demande de quelques références plus classiques.

Le site reste ouvert avec au moins 2 salariés présents en permanence sur le site. Le site fonctionne en horaires de journée, de 7h à 18h.

Le site emploie actuellement 5 personnes. Il est prévu de recruter jusqu'à 12 personnes dans le cadre de la restructuration.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a présenté un pré-projet d'implantation de parc photovoltaïque, de 8 à 10 MW, sur des parcelles du site actuellement encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/04/2025 de report de réhabilitation, accordé à la demande de l'exploitant, en application de l'article R.512-39 du code de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 4.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets exceptionnels dans la Charente - Bilans mensuels	AP Complémentaire du 17/04/2025, article 2	Sans objet
2	Rétention des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1 et 1 bis	Levée de mise en demeure
3	Collecte des eaux	AP Complémentaire du 17/04/2025, article 4	Sans objet
5	Plans de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la problématique de la gestion des eaux stockées dans les lagunes et les réseaux en charge, l'exploitant avait mis en place un dispositif interne de traitement des eaux afin de pouvoir les rejeter dans la Charente après contrôle préalable du respect des caractéristiques définies par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2024. Cette opération de traitement est terminée depuis le début de l'été.

L'exploitant peut ainsi disposer du volume de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et a pu finaliser la mise à jour du plan des réseaux du site.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 5 juin 2023 (plan des réseaux à jour et capacité de rétention des eaux d'extinction). La situation s'est régularisée. Par conséquent, des sanctions administratives ne sont pas nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets exceptionnels dans la Charente - Bilans mensuels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions du présent article.</p> <p>« ARTICLE 4.3.2. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none">– de matières flottantes,– de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les eaux envoyées vers les lagunes sont exclusivement les eaux pluviales susceptibles d'être souillées.</p> <p>Elles ont un pH compris entre 5.5 et 9.5. Un dispositif de mesure du pH en continu permet de s'assurer avant rejet dans les lagunes du respect de ce seuil. Un contrôle effectué mensuellement par un organisme agréé extérieur permet de s'assurer de la représentativité des mesures effectuées dans le cadre de l'autosurveillance.</p> <p>Exceptionnellement, une partie de ces eaux peut être rejetée, par bâchée, dans la Charente, après traitement in situ, et après avoir vérifié la qualité des eaux traitées et validé leur respect des seuils fixés à l'article 4.3.3.</p> <p>Les rejets exceptionnels en Charente des eaux traitées provenant des lagunes sont autorisés uniquement selon les modalités de l'article 4.3.2. bis du présent arrêté et jusqu'à la mise en oeuvre des actions définies à l'issue de l'étude de gestion des eaux exclusivement pluviales, dans le cadre du projet d'évolution du site industriel et de la cessation de l'activité de production d'engrais du site notifiée à M. le Préfet à compter du 30 juin 2024.</p> <p>A l'issue de la vidange exceptionnelle des eaux traitées des lagunes et des réseaux dans les conditions précisées à l'article 4.3.2 bis, l'exploitant doit mettre en oeuvre un autre système de gestion des eaux pluviales susceptibles d'être souillées du site, notamment dès la phase de démantèlement de certaines installations en vue de la configuration future de reconversion du site.</p> <p>Si le volume rejeté atteint 18 000 m³, l'exploitant en informe l'inspection. L'éventuelle poursuite des rejets sera soumise à accord préalable du Préfet. »</p>
Constats : <p>Le traitement des eaux de lagune par osmose inverse directe avait débuté le 26/09/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis les bilans mensuels pour les mois d'octobre 2024 à juillet 2025. Le dernier document fait état, au 25/06/2025, d'un volume total traité de 16 120 m³ et d'un volume rejeté au fossé 3 de 11 257 m³ depuis le début du traitement.</p> <p>Les fréquences d'analyse en autosurveillance ont été respectées. L'exploitant a systématiquement procédé aux analyses libératoires des eaux traitées avant rejet : la qualité des eaux traitées, rejetées dans le fossé 3, est conforme aux valeurs limites d'émission définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2024 modifié.</p>

Les volumes de concentrats ont été éliminés en tant que déchets.
 Les modalités de rejet sont tracées dans les bilans mensuels : dates, horaires et débit. Elles sont conformes aux prescriptions de l'arrêté précité.
 Les derniers rejets dans la Charente ont été effectués le 20/05 et 02/07/2025. Dans l'intervalle, des problèmes de casse répétée sur les membranes ont suspendu les opérations assez longuement. À compter de juillet, la qualité des eaux traitées était insuffisante pour permettre un rejet. La prestation de traitement in situ s'est alors terminée.
 L'exploitant a estimé qu'il restait alors environ 800 m³ dans les lagunes.
 La qualité des eaux/boues restantes dans les lagunes ne permettant plus leur traitement par osmose inverse, les eaux de lagunes restantes sont transférées en l'état vers la station qui a pris en charge les concentrats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1 et 1 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Documents tenus à la disposition de l'inspection

Prescription contrôlée :

Article 1

"[...]"

L'exploitant met en place les mesures pour recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie... y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des eaux
 [...]"

Article 1 bis :

"Dans l'attente d'un redémarrage de la production, qui entraîne une consommation de l'eau présente dans les lagunes, l'exploitant propose dans un délai de 15 jours toutes dispositions visant à prévenir des déversements d'eaux non conformes à l'article 4.3.2 dans le milieu naturel puis les met en œuvre sous 1 mois.

L'exploitant propose dans un délai de 15 jours les mesures destinées à réduire le volume stocké dans les lagunes à minima à un niveau lui permettant de garantir en permanence le recueil des eaux en cas de sinistre puis les met en œuvre sous 1 mois."

Sur la base de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 02/12/2008 :

"Toutes mesures sont mises en oeuvre pour recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des eaux.

Les capacités de rétention comportent un point de puisage afin de permettre le pompage des eaux d'extinction incendie.

A cet effet, l'ensemble des eaux d'incendie polluées dans la zone de production sont reprises dans les lagunes étanches aux produits collectés, afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel. [...]"

Constats :

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le niveau des deux lagunes était revenu à une hauteur permettant de les différencier, à la suite des opérations de traitement et de pompage (cf. point de contrôle précédent) :

- Le premier bassin est bétonné. Il ne contient plus d'eau. Avant leur élimination en tant que déchets (cf. point de contrôle précédent), les eaux récupérées sont transvasées dans la réserve préalablement dédiée au stockage des eaux traitées en attente de rejet.

Seules des boues sont présentes en fond de bassin (dont la hauteur est estimée à 60 cm par l'exploitant). Il s'est engagé à faire curer le bassin et traiter les boues en déchets. À l'issue et à ce stade des réflexions de l'exploitant, ce bassin servirait de collecteur des eaux pluviales non souillées avant rejet en continu dans la Charente via le fossé 3. L'exploitant précise que le bassin mais aussi les réseaux de collecte maintenus en service sont prévus à être nettoyés avant de considérer les eaux pluviales collectées comme non souillées (cf. point de contrôle suivant).

- Le deuxième bassin est constitué par une géomembrane. Il est toujours en eau (volume estimé par l'exploitant à environ 300 m³). Le bas niveau de remplissage a permis de constater que ce bassin disposait d'évents qui pouvaient mettre en contact le milieu avec des eaux des lagunes. L'exploitant procède à son vidage par pompage (en moyenne 60 m³/jour) de façon à prévenir des déversements d'eaux non conformes dans le milieu naturel. L'objectif à terme est de démanteler ce deuxième bassin.

Ainsi, lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le site disposait d'un volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction de l'ordre de 900 m³ dans le bassin bétonné (24,5 x 15 x p~2,50m).

Au regard du besoin en eaux d'extinction de 420 m³, validé avec le SDIS à l'issue de la précédente visite (Cf. prise d'acte du 02/07/2025), l'exploitant a transmis un calcul de besoin en rétention de 700 m³, en considérant en complément qu'une part des eaux d'extinction serait retenue par le bâtiment restant, d'une surface d'environ 9 000 m² et qui dispose, au moins partiellement, d'une ceinture béton de 20 à 30 cm.

Les calculs de besoins en rétention et de volumes de rétention, interne et externe, disponibles seront à repreciser dans le porter-à-connaissance attendu sur la gestion des eaux du site à l'issue des travaux en cours (démantèlement d'installations, rénovation de bâtiments, réfection/modification des réseaux EP, vidange complète de la lagune bétonnée).

En tout état de cause, la surface maximale imperméabilisée dont les eaux pluviales sont collectées dans la lagune est estimée à environ 45 000 m² (selon le plan des réseaux fourni : cf. point de contrôle n°4), ce qui porterait le besoin en rétention à 870 m³.

Le site dispose dorénavant du volume de rétention des eaux d'extinction, en considérant la lagune bétonnée disposant de 900 m³ (sous réserve qu'elle soit maintenue au niveau constaté lors de la visite) et le volume de rétention interne au bâtiment qui reste à préciser.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu de façon favorable aux dispositions du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 5 juin 2023 (rétention des eaux d'extinction).

Par ailleurs, la réserve d'eau dédiée à la défense contre l'incendie est en cours de remplissage. L'exploitant précise que la réserve sera remplie à un niveau permettant de disposer du volume total de besoin en eau (420 m³). L'exploitant a prévu le démantèlement des anciens poteaux incendie présents sur le site dès que la réserve incendie sera opérationnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet dans le porter-à-connaissance attendu sur la gestion des eaux du site les

calculs de besoins en rétention et de volumes de rétention interne et externe disponibles, avec tous les justificatifs nécessaires.

Dès que la réserve d'eau est opérationnelle, l'exploitant transmet les informations au SDIS à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr pour procéder à la réception opérationnelle de l'équipement. Il informera également le SDIS à l'issue du démantèlement des autres PEI.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Collecte des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/04/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions du présent article.

L'annexe jointe au présent arrêté est ajoutée en annexe IV de l'arrêté préfectoral n° 08-4666 du 2 décembre 2008 modifié.

« ARTICLE 4.3.7 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

1 - Les eaux de ruissellement collectées dans les zones à risques des sous-bassins versants 3 et 4 présentées en annexe III sont collectées dans les lagunes décrites au paragraphe 4.3.4.

2 - Sous réserve de la mise en place et du maintien par l'exploitant d'un dispositif de restriction des accès à la zone définie par l'annexe IV (délimitée en rouge, 4770 m² au sud-sud-est de la zone imperméabilisée, contigüe au bâtiment), cette zone n'est plus considérée souillée et les eaux pluviales ruisselant sur cette zone sont collectées dans le fossé 3bis.

Le dispositif de restriction d'accès délimite l'ensemble de la zone et garantit que l'accès des véhicules y est contrôlé et strictement limité aux interventions d'urgence et au transit des véhicules de livraison saisonnière (juin à septembre) de produits végétaux non dangereux, exclusivement livrés en big-bags.

Tout stockage et tout stationnement sur cette zone extérieure sont interdits.

L'exploitant dispose d'une vanne manuelle au point bas de l'écoulement de la zone concernée, afin de pouvoir confiner des eaux susceptibles d'être polluées (par un incendie ou par un déversement accidentel) et les rediriger vers les lagunes en fermant la vanne. »

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un dispositif de restriction des accès à la zone imperméabilisée, contigüe au bâtiment James, à l'est (délimitée en rouge dans l'annexe à l'arrêté susvisé, 4770 m² au sud-sud-est de la zone).

Aucun stockage ou circulation n'est constaté sur la zone.

En outre, l'exploitant indique que la vanne manuelle reste, à ce stade (travaux de restructuration toujours en cours), en position pour orienter les eaux pluviales collectées vers les lagunes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de traitement des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté le démantèlement complet des bassins de stockage des eaux résiduaires à recycler (décantation, eaux acides et eaux non acides).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans le cadre de la procédure de cessation partielle du site, l'exploitant transmet l'ensemble des justificatifs associés aux opérations de démantèlement des stockages de substances ou mélanges dangereux (vidange, nettoyage, déconstruction). Il justifie de leur absence d'impact sur le milieu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plans de l'établissement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Documents tenus à la disposition de l'inspection
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les plans à jour des réseaux d'eau avant le 31 juillet 2023</p> <p>[...]</p> <p>Sur la base de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 02/12/2008 :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>(...)</p> <p>- les plans tenus à jour,</p> <p>(...) ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises</p>

pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour, intégrant les récents travaux visant à séparer les eaux pluviales de toitures des eaux de voiries. Il l'a transmis en version numérique par courriel du 30/09/2025.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu de façon favorable aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 5 juin 2023 (plan des réseaux à jour).

Il a également transmis le plan d'actions envisagé des travaux de réfection et un plan projeté des réseaux à l'issue des travaux de restructuration du site en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant matérialise clairement le zonage mis à jour des périmètres collectés sur le plan futur des réseaux qui sera joint au porter-à-connaissance attendu sur la gestion des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure